

QUATRIEME CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES 4,5 ET 6 MARCHES PERTINENTS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
DU 4 JUILLET AU 16 SEPTEMBRE 2013



PROPOS INTRODUCTIFS

Dans sa réponse à la présente consultation, Axione souhaite partager avec l'ARCEP la contribution positive des actions et des investissements réalisés par les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) dont elle assure la gestion, à la progression des accès haut et très haut débit, à l'instauration d'une concurrence dynamique et pérenne, à la montée en débits et en services des territoires au profit immédiat du consommateur final.

Axione souhaite être force de proposition pour que les conditions de la poursuite et du renforcement de ses investissements dans les infrastructures numériques en zone moins dense puissent se mettre en place et constituer un levier pérenne à la diffusion rapide du haut et du très haut débit concurrentiel dans cette zone.

Enfin, Axione attire l'attention de l'ARCEP sur l'impact spécifique des marchés 4 et 5 dans ce projet d'investissement majeur, facteur de développement pour des territoires dont les caractéristiques structurelles appellent un modèle d'intervention efficace et neutre.

Les décisions qui vont être prises dans le cadre de cette analyse des marchés auront donc un impact décisif sur l'aménagement des territoires.

PRESENTATION GENERALE D'AXIONE

Axione est née de la dynamique impulsée par la loi sur la confiance en l'économie numérique, notamment de son article L1425-1 autorisant les collectivités territoriales à devenir opérateurs de télécommunication pour accélérer l'aménagement numérique de leur territoire. Axione n'exerce aucune activité de détail mais stimule, par son métier d'opérateur de gros, la concurrence et l'innovation en facilitant et en accompagnant l'arrivée des opérateurs sur les territoires. Axione est une filiale du groupe Bouygues Energies & Services (groupe Bouygues Construction).

Investie d'une mission de service public, Axione, avec ses partenaires financiers (Caisse des Dépôts et Consignations, Natixis/Fideppp, Groupe OFI Infravia, Barclays, Caisses d'Epargne, Crédit Agricole et Groupe Santander), s'engage auprès de nombreuses collectivités, pour les accompagner dans leur aménagement numérique à long terme.

Axione opère 15 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégation de service public et en contrats de partenariat représentant environ 600 millions d'euros d'actifs en gestion.

Axione, comme les autres titulaires de RIP, a un rôle essentiel dans le désenclavement numérique des zones semi-urbaines et rurales et contribue à donner aux territoires les moyens de leur développement.

CADRE D'INTERVENTION DES RESEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE

Depuis 2004, les collectivités territoriales ont la faculté d'établir et d'exploiter, seules ou en groupement, sur leur territoire, des infrastructures et des réseaux de communications électroniques (art. L1425.1 du Code Général des Collectivités Territoriales). Pour y parvenir, elles utilisent le plus souvent la technique juridique des Délégations de Service Public (DSP) et remplissent ainsi la fonction d'opérateur d'opérateurs, en mettant les infrastructures établies à la disposition d'autres opérateurs, dans la logique d'une politique de mutualisation d'infrastructures publiques. Ces RIP jouent un rôle essentiel dans l'aménagement numérique du territoire national et l'extension de la couverture en haut et très haut débit.

L'intervention des RIP s'effectue dans le cadre de la gestion d'un service public local, sur un périmètre correspondant au territoire d'intervention de la personne publique avec le double objectif de permettre l'accès universel concurrentiel au haut débit en tout point du territoire et de stimuler l'accès concurrentiel haut et très haut débit des professionnels par la disponibilité d'offres de gros de services de communication électronique pour la population des opérateurs. Leur action est régie notamment par les conditions suivantes :

- Non discrimination ;
- Egalité d'accès ;
- Catalogue tarifaire validé par la collectivité.

Le profil économique des sociétés délégataires de service public se caractérise notamment par :

- un fort investissement multi technologique (dégrouper, fibre dans le bâtiment ou au site technique, radio point-multipoint...) initial et récurrent sur un périmètre contractuellement défini ;
- des flux d'exploitation composés de charges fixes et variables ;

- des recettes perçues auprès des opérateurs grâce à la vente d'offres de gros de communications électroniques principalement sous forme de location, ou sous forme d'IRU dans une moindre mesure ;
- une rentabilité de très long terme (20 ans) du capital immobilisé.

CONTRIBUTION D'AXIONE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Question n°1

« Les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage. »

En accord avec l'analyse de l'ARCEP, Axione n'est pas favorable à la définition d'une zone non-dégroupable à horizon 2014-2017 et se positionne en faveur de la poursuite du dégroupage. Cette dynamique est nécessaire dans l'objectif du désenclavement numérique des zones semi-urbaines et rurales. Cependant, tout acte de régulation doit tenir des infrastructures d'ores et déjà déployées.

Le modèle neutre d'intervention des RIP est fondé sur le dégroupage massif permettant d'apporter le 3 play au plus profond des territoires en atteignant des NRA de petite taille habituellement très éloignés des ratios d'investissement des opérateurs privés. A titre d'exemple, les projets d'extension du dégroupage dans les RIP opérés par Axione qui sont en cours en 2013 concernent des NRA de moins de 1500 lignes (Drôme Ardèche, Sarthe, Limousin). Les RIP portent donc cette mission de désenclavement sur des territoires bien souvent en déficit d'accès et de concurrence. Ces opérations d'aménagement numérique recouvrent des investissements importants, qu'ils soient initiaux ou au fil de l'eau.

Pour ce faire, les RIP bénéficient, notamment, d'un soutien financier de la part des collectivités délégantes du service public afin de garantir une couverture homogène et large de leurs territoires y compris dans des zones à priori non rentables (le plus souvent par le biais d'un mécanisme de subventionnement).

La mise en place d'incitations telle que proposée dans la présente consultation dans le but de maintenir le rythme de dégroupage des NRA de petite taille pourrait casser la dynamique vertueuse des RIP. De plus, la concurrence par les infrastructures favorise une consolidation du marché : plus la taille du NRA est petite, plus la part de marché de l'opérateur dégroupé doit être importante pour que le dégroupage du NRA soit rentable. Les RIP en tant qu'opérateur neutre permettent à tous les opérateurs d'étendre leur offre de services.

Plus largement, il nous apparaît que, jusqu'à présent, le mouvement national piloté par l'ARCEP pour étendre le dégroupage à l'échelle nationale et les opérations locales d'investissement et d'exploitation de nouvelles infrastructures ne vont pas toujours dans le même sens. Avec la baisse de la tarification du bitstream réduisant peu à peu l'espace économique du RIP, avec l'obligation faite à France Telecom de proposer une offre de collecte NRA / NRA entrant en concurrence avec le RIP, avec la non régulation du tarif du bitstream désormais libre dès lors qu'un NRA se trouve dégroupé par au moins un opérateur, la proposition de valeur initiale du RIP, calibrée pour répondre aux carences d'un marché, a été fortement pénalisée ces dernières années.

Les principales conséquences de ces évolutions réglementaires ont été les suivantes :

- un décalage dans le temps des points de passage des principaux ratios économiques des RIP (petit équilibre, grand équilibre...) ;
- une augmentation du besoin de financement pour les RIP existants ;
- une baisse globale de la rentabilité des investissements engagés par le RIP ;
- une fragilisation de la proposition de valeur du RIP envers ses clients opérateurs ;
- un frein à la dynamique d'investissement dans les infrastructures rurales.

Au-delà de la baisse des coûts de dégroupage (via des mesures telles que l'offre d'hébergement HPS), la poursuite du dégroupage sur des NRA de petite taille passe par la revalorisation de l'offre de bitstream. En effet, la hausse des tarifs de l'offre bitstream sur le marché de gros pourrait permettre aux opérateurs de revenir à un modèle économique rentable pour le dégroupage des petits sites.

Axione souhaite que la tarification soit régulée selon le modèle ci-dessous afin d'encourager notamment la poursuite l'investissement local en infrastructures numériques :

CAS	Situation concurrentielle du NRA	Dégroupage	Type de concurrence	Objectif du tarif Bitstream	Tarif bitstream
1	NRA dégroupé	Présence d'Orange + Présence d'un RIP disposant d'une offre de gros de ligne d'accès ADSL régulée	Par les infrastructures et par les services	Poursuivre la concurrence par les infrastructures	Augmenter ou a minima maintenir le tarif actuel (Tarif A)
2	NRA non dégroupé	Présence d'Orange uniquement	Pas de réelle concurrence ni par les infrastructures ni par les services	Encadrer les tarifs d'Orange en position monopolistique	Orienter le tarif vers les coûts (Tarif B)
3	NRA "devenant dégroupé"	Présence d'Orange + Présence d'un RIP disposant d'une offre de gros de ligne d'accès ADSL régulée	Par les infrastructures et par les services	Poursuivre la concurrence par les infrastructures	Passage du Tarif B vers le Tarif A

Enfin, la poursuite de l'extension du dégroupage doit être appréhendée au regard des projets de déploiement FTTH annoncés (projets publics et privés).

D'une façon plus générale, Axione attire l'attention de l'ARCEP sur le fait que tout changement du cadre réglementaire national (LFO, dérégulation du bitstream d'Orange, modification ou extension du « modèle PRM », dérégulation des accès Entreprise...) sans mesure d'impact sur la pérennité des investissements locaux existants rend de fait moins efficace l'apport des infrastructures publiques mutualisées et fragilise la confiance dans le dispositif créé.

De ce fait et principalement en raison de la taille du marché des communications électroniques et de sa complexité à l'adresser, la dynamique d'investissement en infrastructures et services dans les zones moins denses, et en

particulier le dégroupage, ne dépend pas d'une mesure spécifique mais bien d'un ensemble de mesures rattachées aux différents marchés pertinents. C'est particulièrement vrai pour les zones qui ne connaissent pas de dynamique d'investissement privé dans les infrastructures d'au moins deux opérateurs.

Question n°2

« Par ailleurs, l'Autorité observe un ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL. Les opérateurs sont invités à faire part de leurs intentions quant à la poursuite (en précisant le rythme d'extension) ou l'arrêt du dégroupage des NRA sur technologie SDSL. Ils préciseront également, si possible, les causes perçues de ce ralentissement. »

Il convient de souligner que par défaut, dès lors qu'un NRA est dégroupé par Axione, ce dernier est éligible aux offres SDSL. Cependant, l'équipement effectif en cartes SDSL de certains NRA ne se fait qu'à la première commande de ligne par un Client. En effet, l'équipement systématique des NRA en cartes SDSL et en avance de phase dans les zones rurales s'avère économiquement inefficent:

- La plupart des « cibles SDSL » (le plus souvent des PME) se trouvent dans des zones « urbanisées » ;
- Les réseaux de distribution (opérateurs de services, nationaux ou locaux) peinent à recruter des clients dans les zones très rurales.

Cependant on observe que le marché des PME s'oriente aujourd'hui vers des accès fibre « entrée de gamme » dès lors que les opérateurs d'infrastructures et de services en proposent, ce qui est le cas sur les zones d'activité des RIP. Sur les territoires opérés par Axione, plus de 50% de la conquête Entreprises sur support fibre optique en 2012 ont été réalisés avec des offres fibre entrée de gamme (débits asymétriques ou inférieurs à 10 Mbit/s). Cette appétence des PME pour les produits en fibre pourrait être une des explications du ralentissement observé par l'ARCEP.

Question n°3

« Dans le but d'améliorer l'efficacité des processus de gros pour l'ensemble des opérateurs, l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part des mesures envisageables, susceptibles de réduire le volume de lignes à construire et d'utiliser au maximum les lignes existantes lors des commandes d'accès en dégroupage. »

Sur le parc Axione, les lignes construites représentent 100% du parc SDSL (marché entreprises) et 10% du parc Grand Public :

- En technologie SDSL, la construction est liée à la nature même du marché. La pratique opérationnelle est de systématiquement construire un lien en parallèle du lien existant pour limiter les temps de coupure (ayant un impact direct sur leur activité).
- Sur le marché Grand Public, la construction de ligne est liée essentiellement à des créations de logement (construction de nouveaux lotissements par exemple), ou à des rejets de commande (principalement des données incorrectes dans la base SETIAR). Par ailleurs, il convient de souligner qu'au bout de 90 jours, une ligne inactive ne peut plus être dégroupée totalement. Une demande de construction est alors nécessaire pour fournir un accès haut débit même si physiquement la ligne cuivre existe déjà.

Les pistes d'amélioration en vue de la réduction du nombre de lignes construites sont :

- Pour le marché entreprise, de faire intervenir simultanément sur site l'opérateur dégroupé et/ou l'opérateur de service ; et ce, le jour où Orange réalise l'opération de dégroupage. Cela nécessiterait de la part d'Orange, à minima une date ferme d'intervention pour une opération de dégroupage total, afin de permettre aux opérateurs de synchroniser leurs dates d'interventions sur site.

- Pour le marché Grand Public, de préciser les données renseignées dans la base SETIAR et d'étudier la possibilité d'allonger la « durée de vie » d'une ligne inactive (au-delà de 90 jours).

Question n°4

« L'Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document ».

Le dégroupage opérationnel est entendu comme les échanges inter opérateurs en phase de déploiement (avancées de la commande) et en phase de SAV (suivi des incidents).

Les cas soulevant des problèmes concernent notamment la dé-saturation de la boucle locale et le réaménagement du réseau.

- Sur le marché Grand Public, ces cas sont faibles au regard du volume traité (<5%), du fait notamment du poids relatif des commandes en construction de lignes. Par ailleurs, le marché grand public est moins sensible aux délais de mise en service que le marché entreprise.
- Sur le marché entreprise, il s'agit toujours de construction de ligne, et les clients finaux sont très attentifs à la mise en place de leur lien télécom. ces cas sont beaucoup plus importants en volume et peuvent impacter la relation Client. Il est donc nécessaire que l'ensemble des opérateurs travaillent à l'amélioration du niveau d'information disponible dans les cas de dé-saturation (délais de résolutions et coûts associés). L'opérateur dégroupé doit être en mesure de pouvoir informer l'opérateur de service, et ce dernier le client final, dans des délais raisonnables et avec pertinence.

Question n°5

« Les contributeurs sont invités à commenter les deux scénarii envisagés pour l'émergence de services de médias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scénarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en œuvre et de leur impact. »

Le périmètre de dégroupage n'est pas un périmètre figé. Il s'agit d'un élément dynamique dont l'analyse nécessite de distinguer trois zones :

- La zone dégroupée directement par les FAI intégrés verticalement ;
- La zone dégroupée par des opérateurs d'infrastructures (notamment les RIP) ;
- La zone non dégroupée où seul Orange est présent.

ZONE DEGROUPEE DIRECTEMENT PAR DES FAI INTEGRES VERTICALEMENT

La question des services de média audiovisuels ne se pose pas. Chaque FAI peut proposer des services 3 play.

ZONE DEGROUPEE PAR DES OPERATEURS D'INFRASTRUCTURES (NOTAMMENT LES RIP)

Les investissements ont déjà été réalisés pour permettre la mise en place d'offres 3 play via des offres de gros. Ces offres de gros sont industrielles, compétitives et garantissent une égalité d'accès et de traitement. Tout opérateur de marché peut donc y souscrire. Dans cette zone, il n'y a donc pas d'intérêt à faire porter à l'opérateur historique des investissements additionnels. D'autant plus que les investissements déjà réalisés ont souvent été portés par des collectivités locales dans le cadre d'une mission de service public.

ZONE NON DEGROUPEE OU SEUL ORANGE EST PRESENT

Deux solutions de contournement technique du 3 play existent déjà :

- L'accès à des flux vidéo/multimédias (VOD et TVR) via l'accès à internet (scénario 2) ;
- La mise en place d'un accès satellite pour accéder au bouquet TV de l'opérateur (services TV linéaires et non linéaires).

Ces deux solutions de contournement ne rendent pas pertinente la mise en place du scénario 1 qui induirait des investissements potentiellement importants pour un périmètre de lignes limité et en constante diminution.

Par ailleurs, ouvrir l'accès 3 play (en offre bitstream) dans une zone non dégroupée viendrait casser la dynamique de dégroupage globale, en particulier celle des RIP, si le tarif du bitstream en 3 play était déterminée sur la base d'une efficacité à l'échelle nationale. L'émergence de services 3 play en zone non dégroupée doit être envisagée à l'aune des spécificités locales et sous l'angle d'une régulation nécessairement géographique.

Question n°6

« Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif envisagé par l'Autorité, au stade des perspectives, susceptible de contrôler le rythme de l'ouverture des services de medias audiovisuels par Orange dans la zone non dégroupée. »

Axione est favorable à toute mesure de contrôle concernant l'ouverture des services medias audiovisuels par Orange et attire l'attention de l'ARCEP sur la nécessité de :

- Sécuriser les investissements déjà réalisés par la puissance publique dans les zones opérées par les RIP ;
- Garantir un accès équitable au marché pour les opérateurs alternatifs (se prémunir contre une ouverture massive des accès 3 play par Orange ne permettant pas aux opérateurs alternatifs de réagir sur la zone).

Question n°7

« Les contributeurs sont invités à se prononcer sur le diamètre de câble nécessaire et suffisant pour le déploiement dans des conditions techniques raisonnables (robustesse et durabilité du câble) d'un lien contenant 6 paires de fibre optique, tant pour les déploiements en conduite que pour les déploiements aériens. »

POSE DE CÂBLE EN CONDUITE

La diminution du diamètre du câble optique (de 6mm à 4mm) a pour conséquence :

- Une diminution de la résistance à la traction ;
- Une réduction de la durée de vie du câble (fragilisation) ;
- Un changement de technique de déploiement : du tirage au portage.

En effet, Les câbles optiques de diamètre inférieur à 4 mm sont des micro-câbles à structure légère qui ne peuvent être déployés que par portage. La technique de déploiement par portage nécessite la mise en continuité des fourreaux. Cela induit donc une contrainte technique supplémentaire. Cela peut notamment se traduire par une opération de sous-tubage à réaliser. La contrainte technique peut donc avoir un impact financier. A noter que la présence d'un sous-tubage souple (géotextile) n'est pas compatible avec un déploiement par portage.

POSE DE CÂBLE EN AERIEN

La diminution du diamètre du câble optique (de 6mm à 4mm) peut se traduire par une réduction de la durée de vie du câble et une fragilisation de l'exploitation du réseau. A ce jour, Axione n'a pas référencé de câbles de si petit diamètre pour les déploiements aériens.

Question n°8

« L'Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l'arbitrage qu'ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d'autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l'Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO. »

Axione partage la volonté de l'ARCEP de préparer la montée en débit des zones moins denses notamment par le développement d'une capillarité optique et la mise en place de conditions concurrentielles durables et saines. A cet effet, il nous semble d'autant plus urgent de préserver les initiatives existantes et d'encourager tout nouveau projet d'investissement en infrastructures numériques en zones moins denses.

Axione est favorable à une gratuité des fibres surnuméraires non utilisées (déployées à date pour des besoins futurs) dans l'attente des déploiements des réseaux FTTH/FTTO (scénario 2b). Ces fibres surnuméraires à la date du déploiement constituent un investissement sans revenu associé. La gratuité de ces fibres permettrait de ne pas inhiber les opérateurs au stade préliminaire des déploiements FTTH/FTTO.

Par ailleurs, le dimensionnement pour le déploiement en fibre optique est apprécié en fonction du nombre de lignes au sous-répartiteur, du ratio population/entreprise, du taux de couplage nécessaire dans les zones non denses pour permettre un bilan optique cohérent (atténuation du signal).

Question n°9

« L'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit. »

Axione est favorable à la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique de sous-répartiteurs. En effet, cela permettrait une plus grande souplesse dans l'architecture de déploiement.

Question n°10

« L'Autorité invite les contributeurs et en particulier les collectivités territoriales ayant réalisé des projets de NRA-ZO à se prononcer sur la possibilité, sous réserve du respect des règles de la commande publique, qui pourrait leur être offerte de faire entrer leur NRA-ZO dans le cadre réglementaire des NRA-MeD. »

Axione s'accorde avec l'ARCEP sur l'importance de la montée en débits pour le développement des entreprises et l'amélioration des services à la population. Axione défend la nécessité d'une industrialisation de la MED au profit d'une efficacité garantissant la présence des opérateurs tout en organisant au mieux le partage de la valeur ainsi créée entre les parties impliquées. Etant entendu que la question de la MED s'intègre dans une démarche globale d'accès des entreprises et des populations aux ressources et services numériques, publics et privés, marchands et non marchands tout particulièrement dans les zones moins denses. Toute réflexion autour de cette question doit alors obligatoirement tenir compte et intégrer les dispositifs d'intervention de long terme tels que les réseaux d'initiative publique dès lors qu'ils existent.

La montée en débits du territoire est une préoccupation constante d'Axione et des collectivités locales depuis la création des services publics locaux de

l'aménagement numérique. Cette montée en débits impose de nouveaux investissements qui doivent viser plusieurs objectifs :

- Répondre aux besoins des opérateurs sur l'ensemble des segments de marché ;
- Constituer un levier au développement des usages locaux ;
- S'appuyer sur un plan de financement approprié reflétant le juste partage de valeur entre les intervenants.

La montée en débit selon le principe du Point de Raccordement Mutualisé (PRM) est venue fragiliser la dynamique initiée par les RIP opérés par Axione sur les zones moins denses :

- La collecte du PRM s'insère sur le segment qui va du réseau de collecte existant du RIP et le sous-répartiteur de la zone à desservir ;
- L'opérateur en charge de la relation commerciale et technique avec les opérateurs alternatifs devient Orange ;
- Les investissements sont à la charge de la collectivité et remis en exploitation à Orange fragilisant ainsi la capacité de mutualisation pour répondre aux demandes sur d'autres segments de marché ;
- Ces opérations introduisent des effets de silo entre les différents marchés rendant plus aléatoire la mutualisation des infrastructures

C'est pourquoi, Axione n'est pas favorable à une exploitation des NRA-ZO similaire à celle proposée dans l'offre PRM dans le sens où le « modèle PRM » :

- Bouleverse l'organisation opérationnelle de la montée en débits tout particulièrement dans les territoires où la collectivité s'est saisie d'une mission d'aménagement numérique via un RIP ;
- Donne un rôle réducteur au concessionnaire en favorisant la relation directe entre Orange et les collectivités, ce qui bouleverse la gouvernance des RIP en place, la relation contractuelle existante entre

une collectivité et son délégataire et l'économie même du concessionnaire;

- Introduit une confusion dans le partage des responsabilités entre la collectivité ou son délégataire, d'une part, et la société Orange, d'autre part, chacun, à son niveau, responsable d'une partie de l'aménagement numérique ;
- Pose la question de la faisabilité juridique et administrative d'un financement public de la montée en débits correspondant à la mise à niveau et à la revalorisation de l'infrastructure de transport d'un opérateur privé qui en tire de fait des bénéfices directs et indirects. Le caractère anticoncurrentiel doit être analysé plus en profondeur, notamment au regard du Droit européen ;
- Renvoie à un modèle de financement exclusif des collectivités conçu comme une charge sans retour, ne bénéficiant d'aucune clause de révision alors que le revenu moyen des FAI sera de plus en plus tiré par les services à valeur ajoutée gourmands en débits. Si la collectivité peut être au démarrage dans une logique d'amorçage sans remettre alors en cause l'analyse des impacts économiques de la montée en débits, il est curieux de considérer comme un acquis que la valorisation de l'effort public de la montée en débits se fasse sans indexation sur la durée.

Question n°11

« L'Autorité invite les acteurs à se prononcer quant à la clarification envisagée des obligations imposées à Orange concernant son offre de bitstream cuivre symétrique. »

Axione est favorable à une régulation géographique basée sur un principe de non-éviction. Etant entendu que la définition de tarif de non éviction est fondamentale et doit tenir compte des contraintes des RIP :

- Périmètre d'intervention limité géographiquement (pas d'économie d'échelle au niveau national) ;

- Obligations de service public (neutralité, égalité de traitement, non discrimination, offre tarifaire péréquée à l'échelle du RIP).

Aujourd'hui, ces contraintes ne permettent pas aux RIP de s'inscrire dans la définition d'opérateur efficace à l'échelle nationale au sens de l'ARCEP, bien qu'ils soient au niveau infranational des opérateurs efficaces (méthodes industrielles, part de marché locale...).

En effet, les RIP opérés par Axione réalisent 70% de leur activité SDSL sur la zone C1. Cette zone devient la zone de référence tarifaire pour les RIP qui se retrouvent régulés en fonction des coûts d'un opérateur efficace à l'échelle nationale sans pouvoir effectivement bénéficier d'économie d'échelle sur l'ensemble du territoire français.

Même si le dégroupage se poursuit sur la zone C2, l'activité SDSL devrait rester concentrée sur la zone C1, du fait de l'implantation des entreprises. Le niveau de tarification de l'offre bitstream cuivre symétrique en zone C1 est donc un enjeu majeur pour les RIP.

Question n°12

« Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques. »

Axione partage l'analyse de l'ARCEP quant à l'élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange. D'une part, la limite opérationnelle entre infrastructure de collecte et infrastructure de desserte est parfois artificielle. D'autre part, il apparaît important que les opérateurs puissent déployer leur réseau fibre optique de façon indépendante par rapport à la présence ou non d'un réseau cuivre.

Question n°13

« Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs

déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire. »

Périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil

Le découpage à la commune oblige, lors de la construction d'un lien, à passer plusieurs commandes auprès d'Orange. Il serait pertinent de pouvoir regrouper en une commande d'accès tout ce qui concerne le même lien même si celui-ci traverse plusieurs communes (par exemple, dans le cas des offres RCA, REDR, ou d'un lien NRO/PM).

AMELIORATION DU PROCESSUS DE COMMANDE

Le processus général devrait être allégé et simplifié. Les pistes de simplification que nous proposons sont les suivantes :

- Dé-corréler les « Plans de Préventions » ainsi que la « déclaration de sous traitant » du processus de commande d'études et d'accès ;
- Prolonger la durée de validité de la commande d'études pour éviter de sortir du processus ;
- Supprimer la livraison des fichiers DXF. Ce fichier « autocad » est joint à la commande d'accès ou à la déclaration d'études dans le ZIP, mais également pour chaque demande (accompagnement, etc..). Il ne nous semble pas absolument nécessaire ;
- Supprimer le contour de la zone d'études étant donné que la plupart du temps ; Orange n'informe pas les opérateurs du déroulement d'autres opérations en cours sur son réseau par un opérateur concurrent. En cas de changement de parcours, il peut arriver de sortir du contour initialement défini, dans ce cas il faut relancer une nouvelle déclaration d'études ;

- Indiquer les fiches d'occupation des alvéoles (FOA) dont Orange dispose lors de la déclaration d'études, afin d'éviter que 3 opérateurs viennent relever et produire entièrement une FOA sur la même chambre tour à tour. Cela représente un coût qui ne semble pas justifié (relevé de chambre et FOA : de 50 à 100€).
- Améliorer le processus en cas de fourreaux cassés. Les délais d'intervention d'Orange sont de 3 mois. De la même manière que des opérateurs tiers réalisent des hydro-curages en cas de fourreaux bouchés, Orange devrait pouvoir mandater ces opérateurs pour réaliser des travaux sur son réseau dans le cas de fourreaux cassés.

Question n°14

« Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4. »

Afin de permettre aux nouveaux usages de se développer (villes intelligentes notamment), il nous paraît pertinent techniquement et financièrement de s'appuyer au maximum sur les infrastructures existantes afin de faciliter le raccordement d'objets communicants urbains (vidéo surveillance, hot spot wifi, radar, borne de rechargement électrique, armoires d'éclairage public, feux de signalisation...).

Si certains usages peuvent être portés par des réseaux radio (2G, 3G ou très bas débit type SIGFOX), d'autres usages nécessitent des supports fibre. Il est donc primordial que les offres d'accès au génie civil évoluent et autorisent le raccordement des installations « urbaines ».

Question n°15

« L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations. »

Axione est favorable à la régulation de l'offre d'hébergement au NRO d'Orange. A l'image de l'offre d'hébergement sur un NRA, cette offre est nécessaire pour que les opérateurs alternatifs puissent « dégroupier » la boucle locale optique dans des conditions économiques viables, d'autant plus dans les zones AMII.

Aujourd'hui nous estimons que l'offre d'hébergement de NRO d'opérateur ne répond pas aux besoins des Opérateurs dans le cadre de consultations publiques.

En phase de consultation, les Candidats doivent se prononcer sur la nature et l'emplacement des NRO, en complément du réseau de distribution et de collecte sur la zone en question. Orange propose dans son offre la possibilité d'obtenir un espace privatif, soit au sein du bâtiment NRA, soit une implantation de shelter. Pour ce faire, l'Opérateur commande auprès d'Orange une étude de faisabilité dont le coût est élevé. Il convient de souligner que le montant des études à réaliser peut se révéler prohibitif à l'échelle d'un département. De plus, les délais constituent une véritable contrainte additionnelle : jusqu'à 80 jours ouvrés pour le retour d'études, avec une réservation des ressources pendant 44 jours ouvrés.

Il est à ce jour impossible de prendre en compte cette offre pour la constitution de projets départementaux. Ainsi, Il serait souhaitable qu'à minima :

- Orange fournisse une éligibilité à priori des NRA (par exemple dans les informations préalables, ou sur web-opérateur – cf éligibilité HPS) ;
- Orange propose une réservation des ressources sur la durée de la procédure publique.

Question n°16

« L'Autorité invite les acteurs à formuler leurs remarques relatives aux pistes d'évolutions envisagées pour l'offre LFO et à proposer le cas échéant d'autres évolutions non identifiées dans le présent document. »

De par sa superposition avec l'offre de collecte NRA-NRA existantes des RIP, la création de l'offre LFO a déstabilisée l'économie des RIP de collecte, dont une partie des recettes était basée sur la vente de liaisons optiques NRA-NRA ou POP-NRA aux opérateurs dégroupés. L'absence d'analyse infranationale a lourdement pesé sur l'économie des RIP. A titre d'illustration de cette difficulté, la tarification de LFO sur les petits NRA est caricaturale de cette absence de prise en compte des investissements réalisés dans le cadre du L1425-1. Sur un plan national, la tarification de l'offre LFO adaptée à l'économie du dégroupage local apparaît de bon sens mais elle devient destructrice de valeur dès lors que l'investissement avait été réalisé dans le cadre du RIP et mis à la disposition de tous les opérateurs selon une tarification péréquée au niveau départemental. Axione regrette que l'Autorité ne semble pas disposée à revenir sur ce principe en zone de RIP lorsque LFO est en superposition du réseau public de collecte. Parallèlement, l'Autorité a encouragé une disponibilité accrue de LFO sur le plus grand nombre de NRA. Axione a pris acte de cette évolution, notamment en intégrant dans sa réflexion et ses analyses d'extension du dégroupage la présence d'une telle offre là où le RIP ne dispose pas de sa propre infrastructure. Néanmoins, un certain nombre de questions rendent plus ou moins efficient son utilisation.

En premier lieu, la question de l'information et la gestion du risque associée. Il est fortement discriminant de ne pas disposer en tant que candidat à une procédure de RIP d'un niveau d'information fiable et pérenne concernant l'existence et la disponibilité de LFO, notamment sur des territoires où seul un RIP envisage le dégroupage. Un niveau d'information et une durée de validité compatible avec les procédures publiques est indispensable.

Dans le même esprit, l'offre LFO est une offre commerciale non régulée proposée par un opérateur privé. Le recours à une telle offre dans le cadre d'une économie régulée telle que celle d'un RIP pose des questions de gestion de risque de long terme notamment sur la tarification et la durée de vie du produit.

La question de la sécurisation des tarifs de l'offre LFO est d'autant plus importante pour les RIP que les NRA qu'ils dégroupent sont des NRA de petite taille.

L'évolution des tarifs de l'offre LFO a donc une incidence sur la rentabilité et l'économie générale des RIP.

Par ailleurs, au-delà du niveau même de tarification, les RIP ont besoin de visibilité dans la durée quant aux conditions de l'offre LFO. L'activité des RIP s'inscrit dans le cadre de contrat de délégation de service public s'étalant sur une durée de 15 à 25 ans.

Les garanties contractuelles semblent aujourd'hui insuffisantes et induisent un niveau de risque élevé pour les RIP. De plus, ces incertitudes sont génératrices d'inefficacité en termes de déploiement d'infrastructures (duplication d'infrastructures notamment). La mise en place d'une tarification de l'offre LFO sous forme d'IRU pourrait permettre de répondre aux besoins de visibilité et de sécurisation contractuelle.

Enfin, le plafonnement annuel concernant les commandes d'études portant sur le dégroupage de nouveaux NRA va à l'encontre du développement des RIP et d'une dynamique locale d'extension des accès haut et très haut débit :

- Il constitue un frein à l'extension du dégroupage et de ce fait un frein à la réduction de la fracture numérique ;
- Il crée une distorsion de la concurrence lors des processus d'appels d'offre :
 - Asymétrie d'information lorsqu'Orange lui-même répond à un appel d'offre ;
 - Délais d'études non conciliables avec les délais imposés par les procédures d'appels d'offre ;
 - Nombre d'études trop restreint pour avoir une idée précise des disponibilités d'infrastructures, ce qui peut conduire à limiter ses engagements ou à prendre des engagements à risque. Ce plafonnement est d'autant plus limitatif lorsque plusieurs projets sont en cours simultanément.

Axione souhaite que ce plafonnement soit supprimé notamment pour les RIP (existant ou en procédure de dialogue compétitif).

Question n°17

« Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'éventualité d'une analyse de marché spécifique au segment de la collecte. »

La régulation de la collecte est un élément structurant pour la desserte, pour l'ouverture des territoires et pour la réussite globale du très haut débit pour tous. La collecte constitue à ce titre un marché pertinent qui doit être régulé.

Cette régulation doit tenir compte des acteurs en présence et avoir une approche géographique. Le marché de la collecte n'est pas un marché homogène : il faut distinguer les zones où il y a une infrastructure de celles qui en dénombrent plusieurs infrastructures ou à l'opposé aucune infrastructure. Le niveau d'investissements en présence est un critère essentiel pour définir une régulation géographiquement adaptée.

Il convient de souligner que les offres de collecte sur les territoires où des RIP sont déployés sont d'ores et déjà régulées par la collectivité qui a délégué le service public.

Question n°18

« Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration. »

De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprises. »

La mise à disposition des informations par Orange dans des délais raisonnables est un élément majeur pour garantir une compétition équitable dans le cadre notamment de procédure d'appels d'offre. Cela est d'autant plus crucial

lorsque les opérateurs alternatifs sont en concurrence avec Orange qui bénéficie alors d'un avantage important. La non-réponse ou la réponse tardive (au-delà du délai imparti) est préjudiciable aux opérateurs alternatifs et augmente leur exposition au risque.

Tout particulièrement, il nous apparaît nécessaire d'introduire plus de transparence et de visibilité concernant les PIT livrés par Orange en raison notamment :

- Du manque d'information quant au rythme de vectorisation des PIT par Orange et nécessité d'accélérer le rythme de vectorisation des PIT (l'exploitation de l'information sous format vecteur étant plus pertinente qu'au format image raster) ;
- De l'absence de mécanisme d'information quant à la vectorisation d'un PIT postérieure à son achat ;
- De l'impossibilité de mettre à jour le format du PIT, sauf à procéder à un nouvel achat du PIT (pénalisation financière) ;
- De l'indisponibilité de certains PIT départementaux et du manque de visibilité concernant la date de disponibilité de ces informations ayant pour conséquences :
 - Un préjudice dans l'analyse géo-marketing ;
 - Un préjudice financier certain (l'indisponibilité des données au niveau départemental oblige à commander des PIT par communes) ;
 - Un préjudice dans le cadre de procédure d'appel d'offre, contraignant la réponse à l'appel d'offre et nous exposant potentiellement à un risque plus élevé par manque de visibilité.

Question n°19

« Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes. »

Axione est favorable à la poursuite du déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes à l'infrastructure d'ores et déjà déployée par Orange. La concurrence par les infrastructures sur ce segment nous paraît être le seul moyen pour développer l'écosystème des opérateurs de services et diversifier l'offre à destination du client final.

Actuellement, plus de 70% du marché adressable par les RIP opérés par Axione et environ 80% des ventes de produits fibre à destination des Entreprises dépendent d'une BLOD et se situent dans une zone déjà couverte par l'infrastructure d'Orange.

A l'inverse, ne pas poursuivre le déploiement de BLOD dans des zones couvertes par l'infrastructure d'Orange aurait pour conséquences de :

- réduire l'attractivité de l'infrastructure du RIP pour les opérateurs de détail alternatifs (taille de marché insuffisante) ;
- concentrer le marché de détail autour d'un oligopole d'opérateurs nationaux et internationaux.

Question n°20

« Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur les délais de prévenance associés à la fermeture d'un NRA. »

Axione partage l'analyse de l'ARCEP concernant l'importance de fixer un délai de prévenance pour la migration des accès cuivre lors de la fermeture d'un NRA. Le délai minimum de 5 ans nous paraît pertinent sous réserve que la zone du NRO couvre celle du NRA. A défaut, cela risquerait de créer une nouvelle fracture numérique.

La définition d'un délai ferme à moyen terme, dès lors que la boucle locale optique couvre 100% de la zone arrière du NRA, est un élément structurant pour le financement des projets d'investissement THD.

Par ailleurs, au-delà de la question du basculement technologique se pose également la question du basculement des usages. A titre d'exemple, les usages liés à la sécurité des personnes nécessitent l'utilisation de la bande basse du réseau téléphonique commuté (comme par exemple les alarmes ascenseurs, les équipements de télé assistance...). On ne sait pas à ce stade reproduire sur technologie fibre, l'ensemble de ces services et usages proposés sur technologie cuivre.

Question n°21

« Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité. »

Axione partage l'analyse de l'ARCEP quant à la nécessité d'obligations de transparence et de visibilité en termes de déploiement de boucle locale optique. Axione estime notamment nécessaires de disposer des informations suivantes dans le processus de décision de cofinancement :

- le nombre de logements et de sites entreprises par commune avec une géo-localisation précise ;
- le calendrier de déploiement (lancement, livraisons intermédiaires, rythme de déploiement et date finale de déploiement) ;
- l'emplacement des sites constitutifs du réseau (types NRO/SR).

Question n°22

« Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur la migration technologique vers l'Ethernet et sur les mesures envisagées par l'Autorité pour accompagner la fermeture des offres. »

Il nous apparaît que l'écart tarifaire entre les solutions ATM (historique) et Ethernet est conséquent et devrait suffire à favoriser la migration technologique (y compris frais de migration réduits). Accentuer encore cette baisse de l'Ethernet mettrait en péril l'équilibre des RIP de première génération (RIP DSL) qui ont déjà investi massivement, et qui devraient être le socle du RIP de deuxième génération (FTTH), via notamment le réseau de collecte déjà déployé.

Question n°23

« Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires quant à la perspective de la fermeture technique des LPT structurées. »

Sans objet pour Axione.

Question n°24

« L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT 2 Mbit/s. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions s'agissant de la gestion de la fin de vie des LPT 2 Mbit/s (notamment en termes de préavis et d'information préalable). »

Sans objet pour Axione.

Question n°25

« L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur un éventuel allègement des obligations tarifaires sur les liaisons d'aboutement. »

Sans objet pour Axione.

Question n°26

« L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse des besoins en débits supérieurs à 100 Mbit/s ou inférieurs à 10 Mbit/s sur fibre optique. »

Sur le marché Entreprise, nous constatons une réelle demande d'accès fibre optique avec deux tendances majeures.

BAS DE MARCHÉ

Axione observe une demande de produits fibre entrée de gamme pour les TPE/PME. Sur ce segment de marché, au-delà du coût de raccordement qui peut être un frein au basculement du cuivre vers la fibre, les tarifs des abonnements fibre pour des débits à partir 10 Mbit/s sont prohibitifs. Il convient alors d'introduire des profils « entrée de gamme » pour ces entreprises qui nécessitent :

- un niveau de garantie de temps de rétablissement (GTR) minimal ;
- des débits montants supérieurs aux débits descendants.

Forts de cette analyse, les RIP opérés par Axione proposent d'ores et déjà des profils de débits asymétriques dans leurs catalogues de services (offres A-FTTB).

HAUT DE MARCHÉ

Axione observe une demande du haut de marché pour la montée en débit. Les grands comptes souhaitent évoluer sur des liens avec des débits supérieurs à 100Mbit/s, dès lors que la technologie le permet (ce qui est le cas en Ethernet).

Face à ces tendances, il paraît donc opportun qu'Orange propose dans ses offres de gros ces débits sur technologie fibre et qu'ils entrent dans le champ de la régulation effectuée par l'ARCEP.

Question n°27

« L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT THD. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions quant à la gestion de la fin de vie des LPT THD (notamment en termes de préavis et d'information préalable). »

Sans objet pour Axione.

Question n°28

« Les contributeurs sont invités à formuler d'éventuelles observations concernant l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché. »

Bien que cette question porte sur le marché de détail, Axione est favorable à toutes mesures améliorant la fluidité du marché sous réserve que ces mesures ne portent pas atteinte aux équilibres économiques majeurs du marché Télécom. A titre d'exemple, les durées contractuelles d'engagement doivent s'apprécier à l'aune du coût de raccordement du client.

Il convient de souligner que toute action de régulation sur le marché de détail a potentiellement une incidence sur l'évolution du marché de gros.

Question n°29

« L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui communiquer dès à présent les éléments utiles à la mise en place d'un dispositif de suivi des tarifs des circuits interurbains interterritoriaux, notamment dans la zone Antilles. Ils préciseront, si possible, les causes perçues du niveau élevé de ces tarifs. »

Sans objet pour Axione.

Question n°30

« L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui faire part d'éventuels autres projets pouvant avoir un impact sur la situation concurrentielle d'un segment. »

Sans objet pour Axione.

Question n°31

« L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses. »

Axione est favorable à ce que les communes de la zone très dense constituées intégralement de poches de basse densité soient basculées dans le périmètre de la zone moins dense, et que de ce fait, elles soient régulées en tant que telles.

Axione manifeste son intérêt pour participer au travail de concertation portant sur la redéfinition des zones dense et moins dense.

Question n°32

« L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse sur la problématique de la complétude à terme des déploiements en zones très denses. En particulier, les opérateurs sont invités à faire part de leurs

retours d'expérience sur les premiers déploiements de point de mutualisation desservant des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel. »

Sans objet pour Axione qui intervient en zone moins dense.

Question n°33

« Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique. »

En accord avec l'ARCEP, Axione est favorable à ce que soit étudiée les modalités de recours à la BLOM pour desservir des entreprises. En ce sens, Axione manifeste son intérêt pour apporter sa contribution au comité d'experts fibre sur le sujet.

A ce stade de la réflexion, il semble que l'utilisation des BLOM pour adresser des entreprises puisse permettre sous certaines conditions d'optimiser les coûts de déploiement, notamment les coûts de raccordement des sites utilisateurs, même si l'architecture de déploiement utilisée pour le marché Grand Public est une architecture GPON (architecture dite passive) avec, le plus souvent, un dimensionnement du taux de couplage au PM de 1/32. Cette architecture GPON ne permet pas d'offrir le même niveau de débit ni la même qualité de service que ceux fournis avec une architecture point à point (architecture utilisée traditionnellement pour desservir le marché entreprises). De plus, l'architecture point à point (où des équipements actifs sont présents au PM) permet d'offrir un service de supervision au PM. Il est donc important de pouvoir descendre au niveau du PM pour desservir avec la meilleure qualité de service les besoins du marché entreprise. Certains ajustements suggérés par l'Autorité peuvent être des pistes utiles : la question de la disponibilité au PM de plusieurs accès fibre point-à-point sur un même site entreprise, la question de la qualité de service (GTR...) garantie au niveau du PM notamment concernant les problématiques d'écrasement à tord...

Il est néanmoins indispensable de maintenir la distinction BLOD/BLOM afin d'encourager les investissements et le maintien d'un niveau et d'une qualité de services adaptés au marché professionnel, y compris sur le bas de marché où des offres métier spécifiques en mode saas voient le jour selon des structures tarifaires tout particulièrement attractives pour les TPE et petites PME.

Question n°34

« Les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM. »

Aujourd'hui la boucle locale cuivre permet d'adresser les marches entreprises et grand public.

Les BLOD déployées permettent également d'adresser le marché entreprises pour répondre à des besoins de débits et qualité de services supérieurs à ceux proposés via l'infrastructure fibre. Ces BLOD ont nécessité des investissements publics et privés importants.

Pour les années à venir, deux scenarii semblent possibles :

- soit les déploiements de BLOM à venir vont se substituer aux boucles locales cuivre pour adresser le marché grand public et des TPE et s'inscrire en complémentarité des BLOD déjà déployées pour adresser le marché entreprise ;
- soit les déploiements de BLOM à venir vont se substituer à la fois aux boucles locales cuivres et aux BLOD existantes, auquel cas les offres BLOM devront évoluer pour répondre aux besoins du grand public, des entreprises comme des FAI (offres actives et passives avec GTR).

Dans le premier cas, les entreprises bénéficieront nécessairement d'une meilleure qualité de services (via des offres adaptées aux besoins spécifiques des entreprises et une infrastructure dédiée). Les entreprises bénéficieront par ailleurs de l'érosion naturelle des prix liée à la diminution de la valeur de la bande passante.

Par ailleurs dans ce premier scénario, il n'est pas exclu de s'appuyer sur l'infrastructure déployée pour les BLOM pour étendre la capillarité des réseaux BLOD, en installant au PM (via une offre d'hébergement) des switches dédiés à la collecte des flux entreprises et/ou en mutualisant les OLT entre les besoins du marché grand public et du marché entreprise.

Dans le second cas, la distinction des marchés entreprise et grand public va s'effacer dans le temps ce qui aura pour effet :

- une diminution rapide des prix pour les entreprises ;
- une diminution des prestations de qualité de services spécifiques à destination des entreprises notamment liée à la mutualisation de l'infrastructure ;
- un déséquilibre des modèles économiques pour les opérateurs de gros comme de détail qu'il faudra alors repenser ;
- une destruction de valeur pour les acteurs privés et publics qui ont déjà investi massivement pour le déploiement de BLOD.

Question n°35

« L'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc. »

Axione manifeste son intérêt pour participer au travail de concertation portant sur l'articulation entre BLOD et BLOM, compte tenu notamment des investissements conséquents déjà réalisés par les RIP opérés par Axione pour le déploiement de BLOD en zone moins dense.

Dans cette zone, il nous apparaît naturel que les RIP de première génération constituent le socle pour la transformation vers les RIP de deuxième génération, en s'appuyant notamment sur les infrastructures de collecte déjà déployées.

Question n°36

« Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet. »

Concernant l'opportunité de renforcer le cadre de régulation des tarifs pour l'accès à la BLOM, Axione rappelle que l'industrialisation des déploiements et la notion d'économies d'échelle doivent être appréhendées à une échelle infranationale. Les conditions de péréquation pour un opérateur de RIP sont par nature plus contraignantes.

Axione partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle l'offre d'Orange en zone moins dense (modèle de cofinancement par tranche) est une offre de référence qui s'est imposée au marché et qui traduit la capacité d'investissements des opérateurs. Les opérateurs de gros ont donc aligné leurs offres pour prendre en compte le « prêt à payer » des opérateurs de services.

La régulation de cette offre de référence est déterminante dans la dynamique de déploiement des réseaux fibre optique jusqu'à l'abonné. Le renouvellement de la boucle locale cuivre est un chantier immense et complexe où l'investissement dans le réseau d'accès s'opère à la fois dans un cadre concurrentiel et sur des critères d'engagement locaux.

La dimension locale est structurante étant donné que :

- A l'intérieur même de la zone moins dense des disparités sont observées ;
- Les RIP interviennent dans un périmètre restreint et à faible densité avec des obligations de service public (non-discrimination, égalité

d'accès et de traitement, neutralité). La notion d'économie d'échelle doit être appréciée à l'aune du périmètre géographique concerné.

De même, la dimension temporelle doit être prise en compte dans la régulation sachant que :

- Le coût de la ligne est susceptible de varier dans le temps ;
- L'activité des RIP s'appréhende dans le temps long. Les contrats de délégation de service public sont conclus pour des durées oscillant le plus souvent de 10 à 25 ans et le modèle économique des RIP est bâti sur une rentabilité de long terme.

Dans les zones où il existe un RIP, la tarification de cette offre de référence pose plusieurs questions :

- en zone moins dense (hors zone AMII), les coûts de construction sont plus élevés du fait de la dispersion de l'habitat. Cette réalité des coûts ne se retrouve pas dans la tarification de l'offre de gros ;
- la capacité d'investissement des opérateurs de services est limitée. Ces derniers vont donc privilégier dans un premier temps les investissements en zone dense et en zone AMII. Par ailleurs, il est probable qu'ils n'acceptent pas une offre de gros qui refléterait les coûts réels de déploiement ;
- les opérateurs de services souhaitent retrouver une économie similaire à celle du dégroupage dans ces zones où leurs infrastructures de réseau sont limitées. L'équilibre ainsi souhaité entre l'offre de cofinancement, la location passive et l'offre activée amènerait à baisser encore le tarif de la prise FTTH en cofinancement, creusant encore l'écart entre les coûts réels de déploiement et le prix de gros. Cet écart ne pourrait être comblé que par une participation financière accrue de la part des collectivités publiques, déjà fortement sollicitées.

Plusieurs pistes à différents niveaux peuvent être envisagées pour prendre en compte le rôle efficace du L1425-1 dont celle de la création d'un statut L33-1bis dans le CPCE, statut spécifique aux opérateurs en charge d'obligations et de contraintes imposées par le L1425 du CGCT (i.e. prendre en compte le caractère exclusif de grossiste et les obligations de service public associées à l'activité d'opérateur de RIP pour permettre la mise en place de conditions différenciées tenant compte de leur économie et de leurs engagements) ;

Question n°37

« Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter le cadre réglementaire ou de préciser sa mise en œuvre concernant les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et le principe de non-discrimination. »

Il nous apparait qu'Orange, du fait de sa maîtrise du réseau cuivre, jouit d'un avantage certain qui lui permet de renforcer sa position concurrentielle sur les réseaux FTTH. Il convient de souligner notamment qu'Orange dispose d'information lui donnant un avantage concurrentiel patent :

- Orange a la maîtrise des bases de données relatives à la boucle locale cuivre (qualité du réseau cuivre, nombre d'accès HD au NRA, localisation et opérateur de l'abonné, etc...) ;
- D'une manière générale, les éléments techniques disponibles uniquement sous forme d'étude spécifique sont coûteux et rapidement périssables (souvent deux mois de validité)
- L'offre d'hébergement proposée par Orange est discriminatoire dans le sens où :
 - Il s'exerce une dissuasion par les prix concernant la possibilité d'utiliser le NRA existant pour faire un NRO ;
 - Cette offre impose de dissocier les fonctions NRO / PM (pas pertinent en termes d'architecture et plus coûteux).

- La procédure de déploiement en aérien pour un opérateur tiers, sur la base des supports existants pour le cuivre, est extrêmement contraignante, voire dissuasive. A ce jour, nous constatons un taux de reprise des poteaux de l'ordre de 37%. Cette procédure constitue une réelle contrainte additionnelle en termes d'ingénierie.

Plus largement, on observe des mécanismes de pénalité asymétriques. Ainsi, la procédure concernant les dossiers de fin de travaux (DFT) et le mécanisme de pénalité associé nous paraissent discriminatoire. Le délai de transmission des DFT est de 10 jours. Au-delà de ce délai des pénalités sont appliquées. A l'inverse il n'y a pas de mécanisme de pénalité concernant le temps de rétablissement en cas d'indisponibilité des supports d'Orange.

Question n°38

« Les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe. »

Dans la même logique économique que le modèle DSL, il nous paraît opportun de distinguer deux zones d'analyse:

- Dans la zone dite « dégroupée », l'offre passive devrait être suffisante pour permettre une dynamique concurrentielle de marché par les infrastructures et les services ;
- Dans la zone dite « non dégroupée », l'offre activée permettrait qui ne seraient pas en capacité d'investir sur la partie activée du réseau (du fait notamment de leur part de marché très haut débit fixe) de pouvoir tout de même adresser cette zone.

En accord avec l'analyse faite par l'ARCEP, il ne nous semble pas nécessaire d'imposer une offre de fourniture d'accès à très haut débit activée. Dans les zones de

présence des RIP, ces derniers proposent d'ores et déjà les deux offres (passive et active) dans le cadre de leurs obligations de service public et garantissent ainsi la concurrence par les infrastructures et par les services.

Question n°39

« Les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant de la caractériser. »

Le principe de non éviction des opérateurs à l'échelon local est un principe qui doit être encouragé et renforcé. La présence d'une infrastructure autre en plus de celle déployée par Orange ne suffit pas à notre sens à qualifier la concurrence. c'est le niveau de capillarité du réseau qui détermine le niveau de la concurrence. cette capillarité peut être évaluée en utilisant soit un indicateur de coût de raccordement moyen pour une zone géographique limitée (par exemple la commune) soit un indicateur de linéaire moyen pour le raccordement (quelques centaines de mètres par exemple).

D'autre part, la robustesse de la concurrence par les infrastructures ne peut s'apprécier qu'en y associant un critère temporel. En effet, les investissements nécessaires pour constituer une infrastructure mutualisée capable d'animer le marché local sont significatifs. Ils se constituent de réseaux de collecte infracommunaux et de réseau de desserte jusqu'à l'abonné final. Il est donc déterminant pour garantir l'intensité concurrentielle durable que l'ancienneté de ces investissements soit prise en compte ainsi que le degré de rentabilité dont il bénéficie.

Question n°40

« Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé. »

Axione rejoint l'ARCEP sur l'importance de différencier géographiquement les leviers de régulation et les remèdes. Il est très prématuré à ce stade d'envisager dans un avenir proche (à échéance de la prochaine analyse de marché) de supprimer la proscription faite à Orange de non éviction. Cette perspective donnerait un signal très défavorable à l'investissement compte tenu de leur nature des niveaux nécessaires. Il nous semble important au contraire, qu'à l'instar de la zone qualifiée de non concurrentielle, l'Autorité puisse être vigilante sur l'impact des pratiques commerciales et tarifaires d'Orange sur la pérennité et le développement des infrastructures alternatives, plus encore celles des RIP destinées à s'adresser à tous les opérateurs.

Question n°41

« L'Autorité invite les acteurs à commenter le dispositif de régulation envisagé et à formuler leurs éventuels commentaires quant au niveau tarifaire des offres de détail d'OBS. »

Les offres sur le marché de gros et sur le marché de détail sont liées, d'autant plus si les opérateurs de gros et de détail sont intégrés.

Dans le cas spécifique des offres d'OBS, il convient de souligner que :

- Orange étant un opérateur intégré les coûts d'approvisionnement auprès d'un opérateur de gros sont à priori maîtrisés ;
- L'offre de gros proposée par les autres opérateurs (tels que les RIP) doivent se positionner par rapport aux offres d'OBS de façon à permettre aux opérateurs de détail de rester compétitif.

Il apparaît donc légitime et souhaitable que l'ARCEP poursuive sa veille sur le positionnement concurrentiel des opérateurs et d'Orange en particulier avec une appréhension globale des offres. Axione est disposé à apporter à l'Autorité tout élément lui permettant d'avancer sur ce sujet.